

Initiatives ministérielles

quart des travailleurs que possède le Canada, n'en a perdu que 265. Le Royaume-Uni, l'enfant terrible des conflits de travail, en a bien sûr perdu plus que le Canada. Il a perdu 3,5 millions de jours-personnes, mais il ne faut pas oublier qu'il a deux fois plus de travailleurs que le Canada. Les États-Unis ont perdu environ huit fois plus de jours-personnes que le Canada, mais ils possèdent au-delà de dix fois plus de travailleurs que nous.

D'autres pays, comme l'Autriche, n'ont perdu que 2 986 jours-personnes, tout en ayant quatre fois moins de travailleurs que le Canada. Quelle performance enviable. Les Pays-Bas n'ont perdu que 24 000 jours-personnes, eux qui n'ont environ que la moitié des travailleurs dont dispose le Canada. La Suède a perdu 409 000 jours-personnes, elle qui ne dispose que du tiers des travailleurs que possède le Canada.

Peu importe la façon dont vous analysez les statistiques, monsieur le Président, le Canada a le pire bilan au monde en ce qui concerne les journées perdues à cause des conflits de travail et des lock-out. Nous n'avons pas les moyens de tolérer cette situation. Cela diminue notre compétitivité et notre productivité; nos travailleurs en souffrent, nos entreprises en souffrent et, bien sûr, monsieur le Président, même les recettes fiscales du gouvernement en souffrent.

Quel genre de message notre bilan en matière de grèves, y compris cette grève des fonctionnaires, envoient-il aux investisseurs canadiens et étrangers? Notre bilan leur dit qu'ils ne peuvent pas compter sur le Canada. Les Canadiens n'ont pas encore trouvé un moyen de régler leurs différends de façon juste et équitable. Ils ont encore recours aux méthodes du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, c'est-à-dire qu'ils préfèrent l'affrontement à la collaboration. Nous ne pouvons pas compter sur le Canada pour assurer les relations patronales-syndicales harmonieuses qui sont essentielles à la compétitivité aux XX^e et XXI^e siècles.

Je vais vous donner un exemple. Hier soir, j'étais à Willowdale. Le président-directeur général devait être à Montréal à 11 heures ce matin pour un rendez-vous. Il ne pouvait pas se fier aux transporteurs aériens. Il a dû faire le voyage en voiture, quittant son domicile à 5 h 30 du matin pour être certain d'arriver à temps à son rendez-vous.

L'automobile ne peut pas remplacer l'avion au Canada. Les entreprises doivent avoir l'assurance qu'elles peuvent compter sur notre infrastructure dans le secteur des transports.

Compte tenu de tous ces problèmes auxquels nous sommes confrontés, pourquoi ne puis-je pas et pourquoi mon parti ne peut-il pas appuyer ce projet de loi de retour au travail? D'abord, le gouvernement n'a pas essayé, au départ, de négocier de façon juste et équitable avec les fonctionnaires. Tout cela faisait partie de son programme politique. Il a voulu suivre les traces du président Reagan, aux États-Unis, qui est devenu un héros pour les néo-conservateurs lorsqu'il a mis à pied les contrôleurs aériens. Le gouvernement voit que nous traversons une période difficile. Il ne veut pas admettre que c'est sa faute, mais nous savons tous que nous traversons une période très difficile.

Cela faisait partie de la stratégie politique du gouvernement de s'en prendre aux fonctionnaires, de se montrer ferme et se faire, auprès des Canadiens non fonctionnaires, le capital politique qu'il croyait pouvoir obtenir en usant de fermeté à l'égard des fonctionnaires.

Après avoir fait à la fonction publique des offres qu'elle se devait de refuser, c'est-à-dire 0, 3 et 3 p. 100, qu'a fait le gouvernement? Il a déposé son projet de loi de retour au travail. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous y sommes opposés, et les Canadiens n'ont pas tous souscrit à cette mesure. La population canadienne n'y a pas souscrit parce qu'elle s'est aperçue que le gouvernement n'était pas juste. Il se montrait injuste à l'égard d'un groupe qu'il essayait d'utiliser comme bouc émissaire pour expliquer l'échec de sa politique économique.

Il existait toutefois des solutions de rechange. Dès le premier jour, nous avons préconisé de mettre de côté le projet de loi de retour au travail. Nous avons proposé de nommer un médiateur qui pourrait régler équitablement et objectivement les questions en litige. Le gouvernement a refusé et continue de refuser cette solution.

Il aurait pu proposer une autre solution. Il aurait pu être honnête avec les Canadiens. Il aurait pu leur dire: «Nous connaissons des difficultés économiques très graves; en deux ans et demi, soit depuis janvier 1989, nous avons perdu 13 p. 100 de nos emplois dans le secteur manufacturier. Le chômage est à la hausse; il ne baisse pas même si nous croyons que la récession est terminée.» Le gouvernement aurait pu dire que le Canada connaît des moments extrêmement difficiles parce que sa capacité à soutenir la concurrence est en baisse. Le gouvernement aurait pu dire aux Canadiens: «Nous devons tous nous serrer la ceinture. Nous devons tous faire des sacrifices, mais nous devons les faire d'une façon juste et équitable. Tous les Canadiens, le premier ministre, les